



## ASSEMBLÉE COMMUNALE EXTRAORDINAIRE - 12 SEPTEMBRE 2022

### Message à la population

---

Mesdames, Messieurs,

Dans le traitement des affaires, le Conseil communal vous convie en assemblée communale

**lundi 12 septembre 2022 à 20h00**  
**à la halle de gymnastique Général-Guisan à Courroux**

pour aborder les points à l'ordre du jour suivants :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de l'assemblée communale du 13.06.2022.
2. Discuter et décider de la gestion des déchets sur le plan communal :
  - A. « Discuter et décider d'adhérer à la gestion régionale des déchets valorisables mise en place par le SEOD ».
  - B. « Discuter et décider des niveaux d'adhésion aux prestations retenus par le Conseil communal et de lui donner compétence pour signer la convention d'adhésion ».
  - C. « Discuter et décider de conclure un contrat externe pour la gestion des déchets verts et donner compétence au Conseil communal pour signer ce document ».
3. Prendre connaissance et adopter le projet de révision partielle du PAL.
4. Informations diverses du Conseil communal.
5. Divers.

Sujets que nous reprenons un à un ci-après pour en détailler le contenu comme suit :

#### **1. Le procès-verbal**

Le procès-verbal de l'assemblée communale du 13 juin 2022 est à disposition sur le site internet [www.courroux.ch](http://www.courroux.ch) et au secrétariat communal. Sur lecture d'un résumé, nous passerons à son approbation en assemblée du 12 septembre 2022.

## 2. Discuter et décider de la gestion des déchets sur le plan communal

### A. « Discuter et décider d'adhérer à la gestion régionale des déchets valorisables mise en place par le SEOD ».

Acceptation de la convention-cadre SEOD-Communes par les organes du SEOD : Le groupe de travail « gestion des déchets valorisables », le bureau du comité du SEOD et le comité du SEOD lors de sa séance du 10 mars 2022, ainsi que l'assemblée des délégués du SEOD lors de sa séance du 7 avril 2022, ont accepté la convention-cadre. Ils recommandent à toutes les communes d'accepter la convention individualisée à chaque commune, selon le ou les niveau(x) de prestations retenu(s).

**But principal de la convention / Délégation de compétence :** La convention a pour but principal de fixer la délégation des tâches qu'accordent les communes au SEOD, selon le niveau de prestations choisi.

### B. « Discuter et décider des niveaux d'adhésion aux prestations retenus par le Conseil communal et de lui donner compétence pour signer la convention d'adhésion ».

Chaque commune doit se prononcer sur le ou les niveau(x) de prestations retenu(s). Pour ce faire, une convention individualisée et propre à chaque commune est transmise aux communes membres du SEOD, sur la base du choix du niveau de prestations retenu par le Conseil communal.

- Le **niveau 1** concerne la gestion des fractions de base par le SEOD pour le papier, le carton, le verre, l'alu et le fer blanc.
- Le **niveau 2** concerne la gestion des fractions de base par le SEOD pour le papier, le carton, le verre, l'alu, le fer blanc et l'équipement des points de collecte par des conteneurs aériens, fournis par le SEOD.
- Le **niveau 3A** concerne la gestion des fractions encombrantes par le SEOD pour les DEC (déchets encombrants combustibles), le bois usagé, les métaux et les déchets inertes. Le SEOD propose une solution sous la forme de collectes ponctuelles et délocalisées, permettant un tri et une reprise contrôlée de ces diverses fractions de déchets.
- Le **niveau 3B** concerne la gestion par le SEOD de l'ensemble des déchets urbains des communes, hors DUC (déchets urbains combustibles) et hors déchets verts. Ce niveau comprend l'accès au centre de collecte et de valorisation des déchets aménagé et exploité par le SEOD sur le site des Prés-Roses à Delémont. Le SEOD propose une infrastructure professionnelle, permettant le tri et la collecte de l'ensemble des différentes fractions de déchets usuels (environ 30 types de déchets), selon des horaires élargis et sous surveillance permanente. L'accès au CCV (centre de collecte et de valorisation des déchets) est ouvert aux ménages, ainsi qu'aux entreprises (moins de 250 EPT). Pour ces dernières, seuls les déchets urbains sont acceptés (déchets non liés au type d'exploitation).
- Le **niveau 4** concerne la gestion des déchets verts par le SEOD. La gestion des déchets verts inclut le traitement, ainsi que le ramassage et le transport.

L'acceptation de la convention par l'autorité communale compétente marquera l'adhésion, selon le niveau de prestations retenu, à la nouvelle gestion régionale des déchets valorisables, mise en place par le SEOD. La convention signée par la Commune prendra effet lors de la mise en service du CCV et des écopoints.

		Coûts (CHF/hab/an)	Commune Courroux
Niveau de prestations 1 : Collecte et gestion des fractions de base	Coûts de gestion des déchets	4.50	OUI
Niveau de prestations 2 : Equipement, collecte et gestion des fractions de base	Coûts d'exploitation	0.00	OUI
	Coûts de gestion des déchets	Pris par niveau presta- tions 1	
Niveau de prestations 3A : Collecte et gestion des fractions en- combrantes	Coûts de gestion des déchets	14.00	OUI
Niveau de prestations 3B : Centre de collecte et de valorisation (CCV)	Coûts d'exploitation	11.50	NON
	Coûts de gestion des déchets	14.00	
Niveau de prestations 4 : Collecte et traitement des déchets verts	Coût de ramassage et de transport des déchets verts	21.00	NON
	Coût de traitement des déchets verts	11.00	NON
<b>Total annuel (CHF/hab/an)</b>			<b>18.50 (HT)</b>

**C. « Discuter et décider de conclure un contrat externe pour la gestion des déchets verts et donner compétence au Conseil communal pour signer ce document ».**

L'élimination des déchets verts coûte actuellement Fr. 97'000.-/HT par an. La variante proposée ci-dessus par le SEOD (niveau 4 : Fr. 32.- x 3350 habitants) élèverait le coût annuel de cette élimination à Fr. 107'200.-/HT. Le Conseil communal propose de conclure un contrat externe, sur une durée de 5 ans, avec une entreprise locale, pour un coût annuel de Fr. 96'750.-/HT.

**3. Prendre connaissance et adopter le projet de révision partielle du PAL.**

Dans la suite de la procédure de révision partielle du plan d'aménagement local, une information sera donnée quant à l'état du dossier, mis en consultation du 08 avril 2022 au 09 mai 2022.

À la suite des différentes séances de conciliation qui ont été organisées en rapport à ce dépôt public, l'assemblée communale sera notamment informée sur les propositions de modifications, par rapport au plan mis en consultation.

Après ces explications, les ayant-droits seront invités à se prononcer sur l'approbation de la révision partielle du plan d'aménagement local, adaptée aux dernières évolutions du dossier.

## Informations communales

### Déchets – Rappel à la population

#### Encombrants :

Sont considérés comme objets encombrants, les déchets urbains combustibles ou incinérables provenant uniquement des ménages privés, **trop volumineux pour être éliminés dans des sacs taxés 110l**. Ils sont de dimension supérieure à 50x50x50 cm et pèsent **50 kg au maximum**. Un maximum de 2 pièces par type d'objet est également fixé. Ils nécessitent un broyage avant leur incinération comme les ordures ménagères, ce qui implique pour les citoyens de veiller à **enlever les parties métalliques**.

[www.seod.ch](http://www.seod.ch)

#### Plastique :

En plus du PET, de nombreuses chaînes de commerce de détail collectent gratuitement les bouteilles en plastique issues des ménages. [www.swissrecycling.ch/fr/substances-valorisables/bouteilles-en-plastique/](http://www.swissrecycling.ch/fr/substances-valorisables/bouteilles-en-plastique/)

---

### Elagage des arbres, haies vives et buissons

Conformément aux articles 58, 68 et 74 de la loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes (LCER), les arbres doivent être élagués et les haies vives et buissons taillés, de façon qu'aucune branche ne pénètre dans l'espace libre. Les arbres, buissons et les haies vives susceptibles d'entraver la visibilité seront taillés et élagués par les propriétaires, selon l'article 25 alinéa 3 du règlement communal sur les constructions **de début octobre à début avril**. Restent réservées les dispositions de l'article 58, alinéa 4, de la LCER qui fixent les responsabilités en cas de dommages par suite d'inobservation des prescriptions précitées.

Nous vous remercions de votre attention et de votre collaboration, demeurons à disposition si nécessaire et nous réjouissons de votre présence à l'assemblée communale. Dans l'intervalle, nous vous adressons, Mesdames, Messieurs, nos cordiales salutations.

Courroux, août 2022

Le Conseil communal

